## **Un an** de la

# police de sécurité du quotidien

Des engagements pris et des **promesses tenues**.

**8** février 2019



### Christophe Castaner, ministre de l'Intérieur



Veiller à la sécurité
des Français sur
chaque mètre
carré de la
République.

Lancée il y a un an par mon prédécesseur, la Police de Sécurité du Quotidien, part d'un constat : celui d'une relation entre les forces de l'ordre et les Français qui ne doit jamais se tendre ni s'éprouver. Le constat de policiers et de gendarmes qui n'avaient pas les moyens adaptés et travaillaient dans des conditions parfois très dures. Le constat, enfin, de quartiers gangrénés par les trafics, celui d'une délinquance qui continuait à sévir, à miner.

Ces constats, avec **Laurent Nunez**, nous les partageons et nous sommes déterminés à tout faire pour leur donner une réponse adaptée.

La police de sécurité du quotidien a un objectif : le sur-mesure. Bâtir une sécurité adaptée à la ruralité comme aux centre-villes, aux banlieues comme aux littoraux ou aux zones de montagne. Placer le bon agent au bon endroit, spécialement formé pour lutter contre la délinquance du territoire où il est en poste. Veiller, en somme, à la sécurité des Français sur chaque mètre carré de la République.

La Police de Sécurité du Quotidien a un enjeu, aussi : la confiance. Nous devons tisser un lien inébranlable entre les Français et leurs forces de l'ordre et permettre, partout, le respect de l'uniforme et de l'action des policiers et des gendarmes.

Nous devions d'abord redonner des moyens financiers, matériels et humains. C'est ce que nous avons fait avec un budget en très forte augmentation ou encore en lançant le recrutement de 10 000 policiers et gendarmes supplémentaires d'ici 2022.



Nous devions renouer avec l'essence même du métier de policier et de gendarme : le terrain. C'est ce que nous avons fait, aussi, en lançant la dématérialisation de la procédure pénale et augmentant la présence des forces de l'ordre sur la voie publique.

Nous devions cibler les territoires qui avaient le plus besoin de sécurité. C'est le sens de la création, dès 2018, de 15 quartiers de reconquête républicaine avec, à chaque fois, 10 à 30 effectifs supplémentaires là où c'était

nécessaire. C'est pourquoi, aussi, en 2018, 100 gendarmes supplémentaires ont été affectés dans vingt départements mieux accompagnés.

1 an après son lancement, comme toute politique publique, nous devons évaluer les effets de la Police de Sécurité du Quotidien. Si les chiffres de la délinquance en 2018 montrent des améliorations sensibles, sur tous les types de vol en particulier, nous devons faire preuve encore d'humilité : une partie du chemin a été parcourue, il faut maintenant amplifier et accélérer.

Les quartiers de reconquête républicaine accélèrent le combat contre les trafics, la lutte contre toutes les formes de délinquance et permettent de renouer le lien avec les populations. Nous devions donc continuer sur cette voie, et au lieu de 15 nouveaux quartiers de reconquête républicaine mis en place en 2019, j'ai décidé de doubler ce nombre et d'en installer 32.

Il nous faudra adopter une approche plus globale, tendre la main à tous les acteurs de la sécurité. Nous allons poser les fondements d'un réel continuum de sécurité avec les polices municipales ou encore les entreprises de sécurité privée.

Nous devons aussi être en mesure d'assurer la sécurité des Français partout, d'agir sur tous les territoires au plus près des Français. Nous devons parvenir à évaluer sans cesse la police de sécurité du quotidien et, sans jamais tomber dans la politique du chiffre, à créer, avec les élus locaux, les associations de quartier comme avec les populations, les bons indicateurs pour en mesurer l'efficacité.

La sécurité est une priorité du Président de la République, du Premier ministre ainsi que de l'ensemble du Gouvernement. C'est une priorité pour tous les Français. C'est aussi un devoir que nous avons visàvis d'eux.

Alors, avec Laurent Nunez, je leur promets : aucun effort ne sera économisé.

Christophe Castaner

# LA POLICE DE SÉCURITÉ **UNE SÉCURITÉ SUR-MESURE**





### Des moyens à la hauteur :

10 000 postes de policiers et gendarmes supplémentaires d'ici 2022, livraison de véhicules et d'équipements neufs, 900 millions € d'ici 2020 pour un plan immobilier.

### Présents là où il faut :

lancement des quartiers de reconquête républicaine, 500 gendarmes d'ici 2022 dans 20 départements mieux accompagnés.



### Sur le terrain pour renouer le lien avec les Français :

fin des tâches indues, procédure pénale numérique, renforcement de la présence des forces de l'ordre sur la voie publique.

### Tous acteurs de la sécurité :

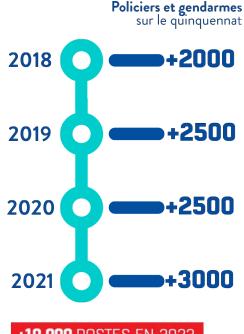
coopération accrue avec les polices municipales et les acteurs de sécurité privée, dialogue constant avec les élus, bâtir un véritable continuum de sécurité.



### Connectés pour protéger :

livraison de 110 000 tablettes numériques et smartphones NEO et déploiement de 10 000 caméras-piétons d'ici 2020, renforcement de

la lutte contre la cybercriminalité.



+10 000 POSTES EN 2022

# UN AN APRÈS : DES ENGAGEMENTS PRIS ET DES PROMESSES TENUES ENDARMERIE police de sécurité du quotidien

### DES ENGAGEMENTS RESPECTÉS

### Engagement pris : un budget en hausse

- Promesse tenue: +253 millions d'euros pour la police et la gendarmerie en 2018.
- Des résultats : un parc immobilier rénové, des véhicules neufs commandés.



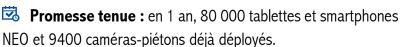
### Engagement pris : des effectifs en hausse

- **Promesse tenue** : 2000 postes de policiers, gendarmes et agents du renseignement supplémentaires en 2018.
- Des résultats : des effectifs déployés là où c'est nécessaire, des départements mieux aidés, des tâches mieux réparties, une capacité opérationnelle décuplée.

### Engagement pris : une sécurité sur mesure

- **Promesse tenue :** création de 15 quartiers de reconquête républicaine avec 10 à 30 effectifs supplémentaires.
- Des résultats : une police au plus près des Français dans ces quartiers, capable d'agir plus vite et de mieux lutter contre la délinquance.

### Engagement pris : des forces de l'ordre connectées



Des résultats : de meilleures conditions de travail pour les forces de l'ordre.



### Engagement pris : développement des télé-services

- Promesse tenue: création en février 2018 de la Brigade numérique, lancement de la plateforme Perceval contre la fraude bancaire en juin 2018, création d'une plateforme en ligne pour signaler les violences sexuelles et sexistes.
- Des résultats : une capacité à contacter les forces de l'ordre à d'obtenir une réponse en moins d'une minute, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7.



Mais aussi des outils adaptés pour la sérénité en zone urbaine : création d'un délit spécifique contre les rodéos motorisés et déjà 750 procédures engagées depuis sa création.



# EN 2019 : ACCÉLÉRER NOTRE ACTION POUR LA SÉCURITÉ DES FRANÇAIS

**police** de **sécurité** du **quotidien** 

### EN 2019, LA MONTÉE EN PUISSANCE CONTINUE

- **Des moyens encore en hausse:** +330 millions d'euros
- **Des effectifs encore en hausse :** +2500 postes créés
- **Toujours plus connectés :** près de 22 000 tablettes et smartphones NEO à déployer

Calendrier : déjà voté.



### EN 2019, MOINS DE PROCÉDURE, PLUS DE TERRAIN

Le projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice sera une étape majeure de la police de sécurité du quotidien. Le ministre de l'intérieur et la ministre de la justice ont travaillé main dans la main pour que le texte mène toutes les réformes nécessaires pour permettre aux forces de l'ordre de se concentrer non plus sur les procédures ou l'administratif mais sur leur cœur de métier : le terrain.

Un changement très attendu : **la réforme de la procédure pénale**, intégralement dématérialisée, faisant gagner du temps et de l'efficacité.

Mais aussi, d'autres avancées concrètes pour les conditions de travail des policiers et des gendarmes :

- le gardé à vue ne sera présenté au procureur à l'issue de la première période de garde-àvue que si celui-ci le juge nécessaire ;
- prolongation de l'enquête de flagrance de 8 à 16 jours étendue à tous les délits à partir de 3 ans d'emprisonnement encourus (contre 5 actuellement);

- mise en place de l'habilitation unique pour les officiers de police judiciaire et fin de la nécessité de demander une autorisation au procureur de la République pour les déplacements hors ressorts ;
- rétablissement de la possibilité de pénétration forcée dans un lieu privé pour interpeller une personne ;
- possibilité pour les agents de police judiciaire de procéder à des contrôles d'alcoolémie ou pour usage de stupéfiants ;
- extension de la possibilité de mener des enquêtes sous pseudonymes ;
- instauration du principe de forfaitisation des délits pour usages de stupéfiants, vente d'alcool à des mineurs.

Calendrier: vote définitif au printemps 2019.

### EN 2019, **UNE ÉVALUATION RENFORCÉE**

**Mise en place du « Lab'PSQ »** pour le suivi de l'application de la police de sécurité du quotidien et l'évaluation de la qualité des nouveaux services.

Une démarche globale qui associe : citoyens, associations, forces de l'ordre, élus locaux, préfets, universitaires et chercheurs, syndicats et le tissu économique.

**Objectifs :** s'adapter en permanence, être à l'écoute des propositions de tous.

### EN 2019, **32 QUARTIERS DE RECONQUÊTE RÉPUBLICAINE**

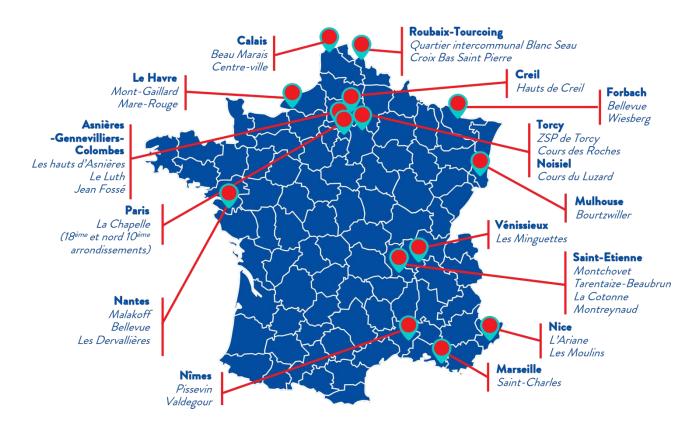
Les quartiers de reconquête républicaine sont un outil essentiel pour la sécurité des Français, pour le retour de la République partout sur le territoire. Partout où les quartiers de reconquête républicaine sont installés, ils ont pour but de **combattre efficacement les trafics**, de **prévenir la radicalisation et de rétablir le lien de confiance avec les habitants**.

15 nouveaux quartiers de reconquête républicaine devaient être mis en place en 2019. Cependant, pour amplifier et accélérer leurs effets, le ministre de l'intérieur, **Christophe Castaner**, a décidé de

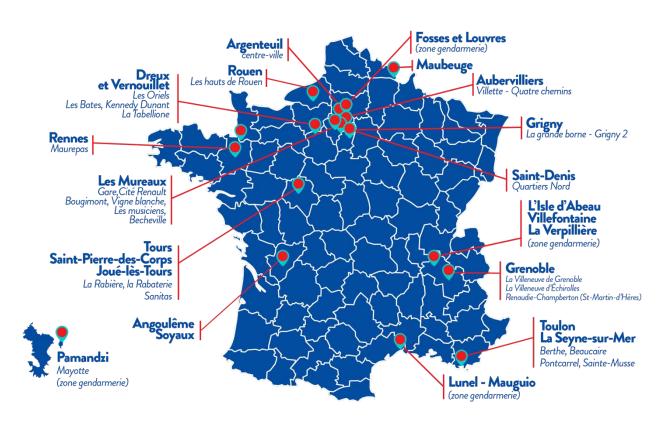


**doubler leur nombre, mis en place en 2019**. Ce sont donc 32 nouveaux quartiers de reconquête républicaine qui verront le jour d'ici la fin de l'année 2019.

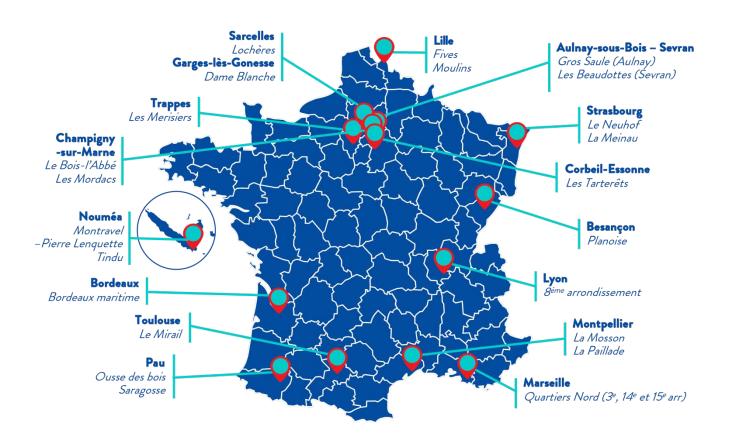
### Quartiers déployés en 2019, annoncés courant 2018



### Quartiers déployés en 2019, annoncés le 8 février 2019



### Pour rappel, les quartiers annoncés et déployés en 2018







### Cabinet de M. Christophe Castaner Ministre de l'Intérieur

Place Beauvau Téléphone : 01.49.27.38.53 sec1.pressecab@interieur.gouv.fr